



Fonds de solidarité pour Haïti

Introduction : la situation en Haïti et le fonds de solidarité

Suite au **tremblement de terre** de magnitude 7.2 qui a frappé le Sud d'Haïti le 14 août 2021, faisant plus de 2 000 morts et ayant détruit plusieurs centaines de maisons et d'institutions publiques, Cités Unies a ouvert le **fonds de solidarité pour Haïti** à la demande de ses membres.

28 collectivités territoriales françaises ont répondu positivement à cette initiative et ont permis de récolter **140 000 euros** pour le renforcement des capacités des collectivités territoriales et des compétences à l'échelle locale.

Les fonds de solidarité de Cités Unies France ont pour objectif de favoriser la reconstruction et la résilience des territoires. A la suite d'une crise, Cités Unies France lance un appel à contributions aux collectivités françaises pour une action collective partagée. CUF et ses partenaires locaux identifient les besoins du territoire qui bénéficie du fonds. Un plan de travail est proposé, discuté et validé avec les donateurs du fonds. Cités Unies France lance ensuite les activités décidées et se charge du suivi du projet tout au long de son déroulement. Il s'agit donc, pour les collectivités, d'effectuer un don qui sera affecté à un projet précis, correspondant aux besoins locaux identifiés.

Les collectivités donatrices :

Amilly	Conseil départemental de la Savoie
Bagneux	Crolles
Betton	Douai
Bordeaux	Genlis
Bouffémont	Liffré
Bouliac	Plouezec
Limonest	Ris-Orangis
Lorient	Roussas
Mamoudzou	Saint-Calais
Métropole Rouen Normandie	Tréveneuc
Montreuil	Ulis
Nanterre	Villebon-sur-Yvette
Conseil départemental de la Gironde	Wittenheim
Conseil départemental de la Loire Atlantique	Granville

Haïti fait face depuis quelques mois à de **multiples crises** . Le pays a été bloqué à cause du prix de l'essence. Cette crise découlant de la rareté et de l'augmentation des prix du carburant s'est manifestée par des mouvements de rue, des scènes de violence et de pillage des magasins et boutiques dans presque tout le pays dont le Sud, des blocages de routes coupant les départements et/ou les communes entre eux. L'impact de cette crise sur les communautés est une rareté des produits de première nécessité, une inflation exagérée, la réduction de l'accès aux soins de santé, des difficultés de communication, l'augmentation de l'insécurité alimentaire, la fermeture des banques. Au 15 novembre, l'ouverture des classes n'a pas encore eu lieu.

L'insécurité règne avec la montée en puissance des gangs et de l'instabilité politique. La situation sanitaire est critique avec des cas de choléra. En conséquence, certains projets du fonds de solidarité ont vu leur progression ralentie.



Les programmes en cours

I. Gestion des risques : ITECA

Au mois de mai 2022, un protocole d'accord a été signé entre l'Institut de Technologie et d'Animation (ITECA) et Cités Unies de France pour l'implémentation de certaines activités dans des collectivités du département du Sud en vue de renforcer le Système National de Gestion des Risques et Désastres (SNGRD). Cet accord signé dans le contexte post séisme est venu renforcer les actions de l'ITECA dans le Sud et dans le cadre de son plan d'actions global en lien à l'axe transversal GRD/ACC.

L'Institut de Technologie et d'Animation (ITECA) est une ONG haïtienne qui œuvre pour le bien être des communautés pour leur émergence comme actrices collectives. L'ITECA intervient dans quatre (4) départements géographiques du pays dont le Sud qui est très exposé et souvent victime de catastrophes naturelles.

Ce projet a pour objectif de faciliter une meilleure gouvernance territoriale en matière de gestion des risques afin de réduire les vulnérabilités qui entravent le développement local.

Il s'agit pour les acteurs haïtiens de comprendre et maîtriser leur rôle dans la gestion des risques et la réponse aux urgences. A la fin du projet, ces derniers devront être en mesure de planifier et mettre des actions pour protéger leur territoire et réagir efficacement en cas d'urgence.

En novembre 2022, un rapport de situation a été envoyé par l'ITECA à Cités Unies France. Depuis la crise institutionnelle dans le Sud, toutes les activités de l'ITECA relatives à la GRD n'ont pas pu se réaliser. A partir du mois d'août, la rareté de carburant a affecté toutes les autres activités dans toutes les régions. Au mois de septembre à cause de l'augmentation des prix du carburant, de la détérioration de la situation politique et sécuritaire, les bureaux ont été complètement fermés et le personnel fut placé en télétravail. Les perturbations de rue se sont amoindries et ont cessé avec le mois d'octobre. Cependant, l'indisponibilité du carburant affectait encore la réalisation des activités de terrain qui ne pouvaient respecter dans ce contexte la programmation établie.

Voici le nouveau calendrier des activités :

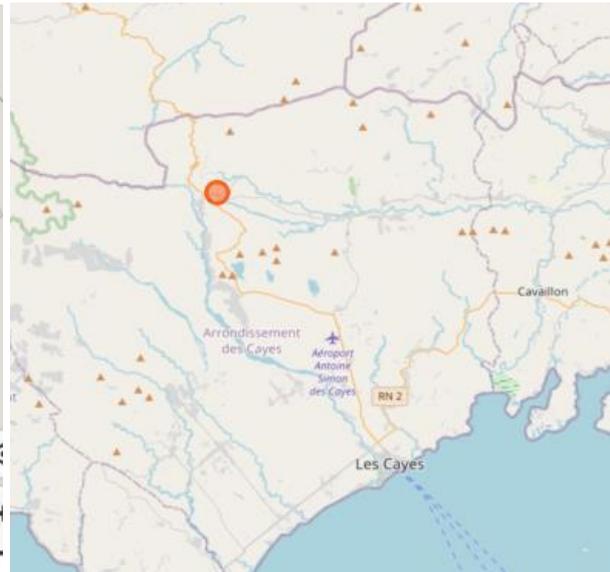
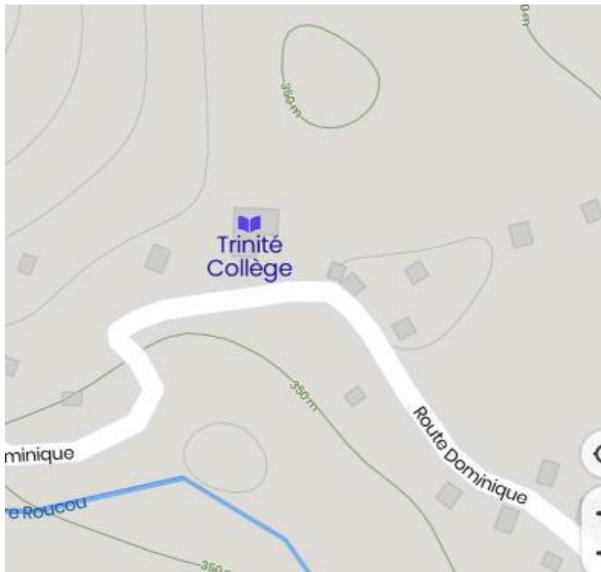
Activités	Juin 2022				Décembre 2022				Janvier 2023				Fevrier 2023				Mars 2023				Avril 2023				Mai 2023							
	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4	S1	S2	S3	S4				
1. Planification/Mobilisation (rencontres de discussions et planifications avec les autorités locales, Direction Départementale de la Protection Civile)																																
2. Ateliers d'échanges (Autorités locales, membres des CCPC/CLPC)																																
3. Renforcement CCPC/CLPC (Formations, redynamisation, mise en place)																																
4. Conception et Mise en place de SCAP (Conception, Acquisition de matériels, mise en place, vulgarisation)																																
5. Appui en matériels d'interventions (Préparation liste, Acquisition de pro-forma, réquisition, acquisition des matériels, préparation de certificat de donation et distribution)																																
6. Élaboration/Mise à jour plan de contingence (Atelier de collecte d'information, élaboration, validation et finalisation)																																
7. Mise en place d'1 stock de contingence par commune (Préparation liste, Acquisition de pro-forma, réquisition, acquisition des matériels, préparation de certificat de donation et distribution)																																
8. Suivi des activités																																
9. Communication (Conception de banniers, conception de t-shirt, prise d'image et vidéo, vidéo de clôture)																																
10. Clôture et rapportage																																

II. Appui à la rénovation d'écoles : Haïti Futur et ASF

Haïti Futur est créée en 1994 et agit dans les domaines de l'éducation, de l'entrepreneuriat et de la culture en Haïti. Ses actions se portent en priorité sur un programme d'éducation numérique.

Une trentaine d'écoles communautaires disséminées dans le département du Sud ont été recensées par l'association franco-haïtienne dans les mois qui ont suivi le tremblement de terre.

Un premier choix s'était porté sur l'école Sainte Rose de Lima. Un désaccord avec la direction de l'école sur la démarche de reconstruction a conduit à rechercher une autre école ayant subi des dommages dus au séisme d'août 2021 sur la commune de Maniche. Mais la situation, déjà difficile, du pays s'est



État avant le séisme :



État actuel :



III. Sécurité alimentaire (AMAGA)

L'Association des Maires de la Grand-Anse (AMAGA) a pour mission de relayer les propositions clés et les messages des maires dans les instances nationales et internationales. Elle propose un dispositif agricole pour le renforcement des organisations paysannes et diversifications agricoles dans le département de la Grand-Anse en partenariat avec le Conseil Régional de Bretagne.

Le projet vise à contribuer au rétablissement des conditions de vie essentielles des ménages ruraux touchés par le tremblement de terre du 14 août et complétera le programme de relance agricole du département. Il permettra aux ménages vulnérables de réhabiliter et développer la production végétale et animale et les activités génératrices de revenus connexes ; contribuera au renforcement des capacités des groupement de producteurs et assurera la liaison entre les projets municipaux et les communautés.

Un transfert d'argent a déjà été fait à l'AMAGA, et les activités de dépenses ont commencé.

Cependant, fin octobre 2022, la mise en œuvre de ce projet était perturbée à cause des blocages de transferts de fonds par les banques en Haïti. Les locaux de l'AMAGA ont été pillés, les banques ont fermé. La situation bancaire semble reprendre progressivement, mais la situation reste quand même inquiétante.

IV. Caisses de solidarité et santé (GRET)

Fondé en 1976, le GRET est une ONG internationale de développement qui agit pour lutter contre la pauvreté, réduire les inégalités, limiter les

vulnérabilités, améliorer l'accès aux services de base et promouvoir les droits économiques et sociaux, le renforcement des capacités des acteurs des sociétés civiles et au progrès des gouvernances publiques. Le GRET fonde ses actions sur une démarche d'expérimentation destinée à s'inscrire dans la durée, sans induire de dépendance, et devant aboutir au renforcement des acteurs et au fonctionnement autonome des structures mises en place.

Le GRET propose de mettre en place des caisses de solidarités ou fonds sociaux, autour d'établissements de santé. Les caisses de solidarité seront pilotées par des organisations de base de la Grand Anse et du Sud. Ces fonds sociaux auront d'abord pour but de financer les évacuations sanitaires, liées à complications obstétricale et pédiatriques. Une dotation financière sera attribuée aux associations, et en parallèle des activités d'accompagnement (formation, distribution de semences ou de petits matériels) seront réalisées par l'équipe du projet.

En novembre 2022, le projet est en cours mais ralenti. Le bureau est tout de même ouvert et des activités sont menées, malgré des semaines d'arrêt lors des émeutes et des coupures des réseaux de communication.